

Coup de projecteur sur **l'agriculture**

FAO ET UE: VALORISER LE POTENTIEL RURAL



Retour à l'agriculture.

Devant les enjeux auxquels le monde est confronté et qui mettent en péril la sécurité alimentaire – changement climatique, hausse des prix des denrées vivrières, épidémies –, on assiste à une nouvelle prise de conscience du rôle crucial que joue l'agriculture dans la lutte contre la faim et la malnutrition.

En effet, l'agriculture, les pêches et les forêts sont encore les sources principales de revenus dans les zones rurales où vivent la plupart des 854 millions de personnes victimes de la faim.

L'Union européenne est un des partenaires les plus généreux et indéfectibles de la FAO, résolue à promouvoir le développement rural durable pour améliorer les conditions de vie des pauvres.

Collaborer sur le terrain dans les pays en développement, renforcer la sécurité alimentaire dans les situations d'urgence, promouvoir la sécurité et la qualité des aliments, améliorer la collecte d'informations, partager les connaissances et encourager les partenariats: l'UE et la FAO combattent la pauvreté à la base.

Cette brochure présente quelques-uns des succès remportés par leur collaboration.





La lutte contre le virus insuffle une nouvelle vie à la région épuisée

■ BUJUMBURA
Burundi

Pendant longtemps, les agriculteurs africains ne se sont guère alarmés face au retard de croissance de leurs plantes et à la présence de tâches sur les feuilles de manioc. Ils appréciaient son goût plus sucré, sans trop se préoccuper de la maladie de la mosaïque du manioc qui en était responsable.

Les choses commencèrent à changer en 1989, lorsqu'une souche agressive de la maladie déclencha une épidémie qui décima les récoltes de toute la région des Grands Lacs africains. En Ouganda, des pénuries alimentaires entraînèrent des famines localisées en 1993 et en 1997.

L'urgence de la mise au point d'un manioc exempt de la maladie pour les populations les plus nécessiteuses a porté à une alliance étonnante et extrêmement fructueuse entre les généticiens des laboratoires et les agronomes, plus habitués à la dure réalité des urgences.

Le coup d'envoi de cette entreprise a été donné dans les laboratoires de l'Institut international d'agriculture tropicale d'Ibadan, au Nigeria, avec la sélection génétique de 100 000 variétés et la mise au point de jeunes plants de manioc exempts de la maladie. Ces plants ont ensuite été distribués à une vaste gamme d'organisations s'occupant de lutte contre la mosaïque.

«Le retour de la paix va-t-il nous permettre enfin de manger?»

Parmi elles, la FAO a lancé une campagne régionale visant à consolider les efforts des pays dans la région des Grands Lacs en 2006, avec l'appui financier du Département d'aide humanitaire de la Commission européenne (ECHO).

Son but était de distribuer du matériel végétal indemne de la maladie aux ménages frappés par les conflits et victimes de récentes sécheresses et de précipitations irrégulières – au Burundi, en Ouganda, en République démocratique du Congo et au Rwanda. L'initiative visait les personnes faisant retour sur leurs terres, pour lesquelles une première récolte était indispensable.

«Au Burundi, les gens se demandaient: "Le retour de la paix va-t-il nous permettre enfin de manger?"» rapporte Salvator Kaboneka, un agronome de la FAO participant à l'opération.

Grâce à la multiplication et à la distribution rapides de manioc exempt de la maladie, le projet est parvenu à sa phase finale: la distribution générale de plants à la population. Au Burundi, par exemple, au début de la campagne de semis de 2007, près de 250 000 familles se remettaient à cultiver du manioc sain.

«D'ici fin 2008, ce pays pourrait redevenir autosuffisant en manioc», affirme Eric Pitois d'ECHO. «Et là, on pourra vraiment parler de réussite».



Le coeur de l'agriculture afghane recommence à battre

■ MEYANAQAD
Afghanistan

«Je voulais essayer quelque chose de nouveau car j'avais besoin d'augmenter ma production de blé. La dernière moisson m'a donné 1 600 kg de blé par rapport aux 1 000 kg que je produisais auparavant, et j'ai eu moins de pertes dues aux parasites. Avec la guerre, on n'avait pas d'opportunités comme celle-ci».

Abdul Hamid, agriculteur, se réfère à la possibilité d'obtenir des variétés améliorées de semences. Certains pourraient penser que les agriculteurs vont acheter simplement leurs paquets de semences au magasin. En réalité, chaque pays a besoin d'un système sophistiqué pour sélectionner, tester, certifier, reproduire et distribuer des semences adaptées à chaque région agricole. Lorsque l'Afghanistan était en proie à la guerre et l'anarchie, il a perdu son système, il a perdu le coeur de son agriculture.

En 2003, l'Union européenne a «adopté» le secteur semencier afghan. Les contribuables européens ont investi 16 millions d'euros au total dans un programme exécuté par la FAO qui s'étendra jusqu'en 2011. Le programme finance le matériel génétique, les dépenses de personnel, la formation, la remise à neuf des stations d'essais de semences pillées, l'équipement et les matériaux de construction.

À la mi-2007, le projet de loi sur les semences allait être examiné par les ministres, un bâtiment était en cours de construction à

« ... une forte accélération de la production vivrière».

Matin Behzad, conseiller de la CE, prévoit l'impact du projet.

Kaboul pour accueillir le Secrétariat national des semences et huit entreprises semencières pilotes prospéraient. Les jeunes entreprises ont produit 4 000 tonnes de graines en 2006 – essentiellement des semences de blé à rendement élevé et tolérant aux maladies. L'espoir est que le secteur privé produise et distribue ses semences à tout le pays.

«Les nouvelles variétés vont entraîner une montée en flèche de la production vivrière», prévoit Matin Behzad, conseiller auprès de la Délégation de la Commission européenne en Afghanistan. «Nous tenions à collaborer avec la FAO sur ce projet car elle travaille depuis longtemps [depuis 1978] avec l'industrie semencière afghane. En tant que problème humanitaire, le développement rural est un de nos thèmes centraux».



À l'autre bout du monde, au **Honduras**, un projet analogue a porté à la création de 15 petites entreprises semencières. En 2006, plus de 96 tonnes de semences et 105 000 unités de matériel végétal ont été produites par 420 ménages participants – ce qui a fortement dopé les revenus familiaux. Le programme portait sur dix cultures adaptées aux écosystèmes honduriens et offrant aux petits producteurs une alimentation diversifiée, stable et nutritive.



Insécurité alimentaire et violence contre les femmes

■ BWEREMANA

République démocratique du Congo

Le jour se lève dans ce petit village sur les rives du Lac Kivu. Les pêcheurs rentrent de leur nuit de travail. Sur la petite plage, un groupe de femmes s'occupe de trier les prises. «Du *Sambasa*,» indique Alisi, montrant un des petits poissons.

Début 2005, l'habitation d'Alisi a été pillée par des bandes armées. Elle a dû fuir à deux heures de marche dans les montagnes, où elle vit désormais avec sa famille en cultivant un demi-hectare de terres. «Mais ce n'est pas suffisant», déplore Alisi. «Nous avons six enfants. Certains soirs, ils se couchent le ventre vide».

La guerre est finie en République démocratique du Congo, mais il y règne encore une forte insécurité, en particulier dans l'est. Avec les bandes armées qui sillonnent la région, ce sont les femmes qui sont le plus touchées, et beaucoup sont victimes de violences sexuelles.

La conséquence de ces violences est l'aggravation de l'insécurité alimentaire dans un pays où 7 personnes sur 10 ne mangent pas à leur faim. Avec le départ des hommes à la guerre, l'agriculture est devenue le travail des femmes. Maintenant, les femmes ont souvent peur de s'aventurer dans les champs ou même d'aller au marché pour vendre leurs produits.

L'UE est le principal donateur de la FAO en République

«Certains soirs, ils se couchent le ventre vide».

Alisi, mère de six enfants

démocratique du Congo, permettant à l'Organisation de lancer un projet triennal de 2,5 millions d'euros en faveur de 95 000 familles rurales parmi les plus vulnérables dans les provinces du Nord et Sud-Kivu. La FAO vient en aide aux ménages victimes de la guerre, et plus particulièrement aux femmes, pour rebâtir l'agriculture et les pêches.

Sihuzike, 19 ans, rentrait à la maison lorsqu'elle a été arrêtée par cinq hommes armés. «Si tu te défends, tu es morte», l'ont-ils menacé. Non seulement ils l'ont violée à tour de rôle, mais ils lui ont tranché la main gauche : «Tu es trop belle, pas question de te partager, on ne peut pas te laisser partir comme ça».

Après l'agression, Sihuzike a trouvé refuge auprès d'une organisation non gouvernementale de femmes et fait désormais partie d'un groupe d'une centaine de femmes s'occupant de la culture du manioc avec des semences et des outils que leur a fournis la FAO dans un champ près de Bweremana.

Comme pour Alisi, son nouveau filet de pêche, qui lui donne droit à une partie des prises de la nuit, améliore sa sécurité alimentaire. Aujourd'hui, elle retrouve le courage d'aller au marché vendre son poisson. Avec d'autres femmes, elle étend le *sambasa* sur de la paille. En un rien de temps, le poisson est vendu. «Cela m'aide bien», dit Alisi, en rentrant chez elle.



Au Niger, un recensement agricole dévoile une richesse insoupçonnée

■ NIAMEY
Niger

Le Président en personne, M. Mamadou Tandja, a reçu les résultats du premier recensement de l'agriculture et du bétail. Ce geste a montré l'importance que le Niger y attache.

Publié en novembre 2007, le premier recensement des ressources de l'agriculture et de l'élevage jamais réalisé au Niger et publié le mois dernier a révélé que les atouts agricoles du pays ont été considérablement sous-estimés. Par exemple, le Niger a un cheptel de plus de 30 millions de têtes de bétail, soit 30 pour cent de plus que les estimations.

«Nous savons maintenant que nous détenons quasiment le plus vaste cheptel d'Afrique de l'Ouest», a déclaré le Directeur général de l'Institut National nigérien des Statistiques, M. Abdoulaye Beidou. «De ce fait, il n'y a aucune raison pour que nous dépendions des importations de lait. Et nous pourrions même devenir des exportateurs de viande».

Mais le recensement n'a pas seulement mis en lumière le potentiel d'élevage du pays, indique Ali Doulaye, chargé de la composante agricole de l'enquête. «Seulement 3 pour cent de nos terres irrigables sont exploitées», a-t-il affirmé. D'où le message qu'il veut faire passer: le Niger doit intensifier son agriculture.

Cofinancé respectivement à hauteur de 2,3 millions et de 6,5 millions d'euros par le gouvernement et l'Union européenne, le

«Cette foison d'informations s'avèrera essentielle...»

Paul van Vossen, Délégation de la Commission européenne au Niger

recensement a été effectué par le gouvernement et la FAO à l'aide d'un programme de recensement agricole mis au point par l'Organisation.

Initiative «extrêmement ambitieuse», comme l'a qualifié Paul van Vossen de la Délégation de la Commission européenne au Niger, le recensement a duré 4 ans.

C'est la première fois qu'un recensement du bétail est effectué au Niger, tandis que le dernier recensement agricole datait de 1980.

Plus de 500 enquêteurs ont enfourché leurs motos et mobylettes pour sillonner le pays, de la taille de l'Europe de l'Ouest. Équipés de sacs de couchage, d'imperméables, de moustiquaires et de boussoles, ils ont couvert les 700 sites d'échantillonnage de tout le pays et rempli 125 000 questionnaires.

Il est d'autant plus urgent d'intensifier l'agriculture, notamment par l'irrigation, mais aussi grâce aux engrais et aux semences améliorées, que les agriculteurs du Niger ont peu de terres disponibles pour l'expansion, comme l'a dévoilé l'enquête.

«Cette foison d'informations s'avèrera essentielle pour quiconque travaille au développement rural du Niger», conclut M. van Vossen. Et d'ajouter: «La FAO et le Gouvernement du Niger ont relevé un enjeu dont les effets se feront sentir pendant de nombreuses années».



Donner voix au chapitre à chacun

■ ROME
Italie

«**Dans un monde de plus** en plus ouvert, on se heurte à de plus en plus de restrictions sur le commerce», fait remarquer Charles Zarzour, du Ministère libanais de l'agriculture.

La FAO s'efforce de minimiser l'impact de ces restrictions par la fixation de normes agricoles et alimentaires à fondement scientifique. Par exemple, le Liban, exportateur de fruits et légumes, doit honorer ces règles internationales pour pouvoir accéder à des marchés comme l'Europe.

La Convention internationale pour la protection des végétaux énonce un ensemble de règles. Hébergée par la FAO, la Convention vise à faciliter le commerce de produits agricoles tout en empêchant la propagation de ravageurs susceptibles de s'infiltrer dans les expéditions internationales et envahir les pays d'importation. C'est un domaine important – la valeur du commerce international de denrées agricoles s'élève à quelque 600 milliards de dollars par an et les dommages dus aux ennemis des cultures dans le monde sont de l'ordre de plusieurs milliards de dollars.

«Tous ceux qui ont l'intention de faire du commerce international devront respecter les normes», explique Arundel Sakala de la Zambie, où les exportations croissantes de légumes miniatures et de fleurs coupées créent des emplois.

«Il est très important de pouvoir contribuer au processus...»

Charles Zarzour, Ministère libanais de l'agriculture

L'Union européenne aide les pays en développement à prendre part au processus d'établissement de normes de la convention, régi par la Commission sur les mesures phytosanitaires.

Lorsque la Commission s'est réunie au siège de la FAO à Rome en 2007, Arundel Sakala et Charles Zarzour faisaient partie des 70 délégués qui ont reçu une aide financière pour leur participation. «C'est très important pour nous de pouvoir contribuer à ce processus, de discuter et de donner notre point de vue», affirme M. Zarzour.

Un autre délégué, Paul Jallah du Liberia, est venu à Rome «pour se familiariser avec les procédés d'élaboration des normes» et aider son pays à revitaliser son économie avec des exportations de caoutchouc, d'huile de palme et de bois d'œuvre. Si le Liberia veut exploiter pleinement son potentiel, dit-il, il devra adopter les normes de la convention. C'est la première fois que M. Jallah prenait part à une réunion de ce type. «J'espère que ce n'est qu'un début».





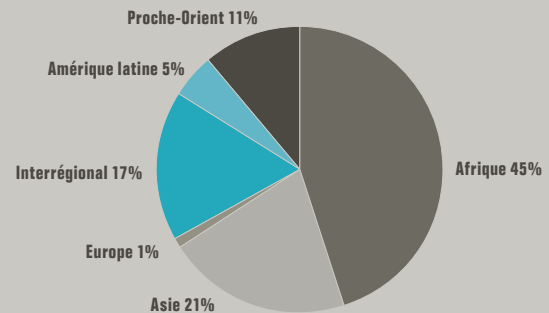
Un expert de la FAO à une audience de l'UE sur les pesticides

En prenant la parole à une audience publique du Parlement européen en mai 2007, un expert de la FAO a offert l'aide de l'Organisation pour résoudre le problème des énormes stocks de pesticides périmés abandonnés en Europe de l'Est. Mark Davis, spécialiste de la FAO en gestion des pesticides (en haut à droite), a été invité à Bruxelles par le Membre du Parlement européen, Wieslaw Kuc, qui fait pression auprès de l'UE pour affronter ce qu'il qualifie de «catastrophe environnementale».

FAO ET UE: VALORISER LE POTENTIEL RURAL

La collaboration entre l'Union européenne et la FAO est aujourd'hui plus étroite que jamais. Cette alliance – ayant comme objectif commun d'éliminer la pauvreté extrême et la faim – a renforcé l'action des deux organisations.

Coopération FAO-UE par région, situations d'urgence comprises (1994-2007)



Contributions de l'UE au programme de terrain de la FAO, situations d'urgence comprises (1998-2007)



Pour tout complément d'information, veuillez contacter:

**Service de développement du Programme de terrain
Département de la Coopération technique
Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation et l'agriculture**

Viale delle Terme di Caracalla
00153 Rome (Italie)
Téléphone: +39 06 5705 2252
Télécopie: +39 06 5705 6885
Courriel: TCAP-Chief@fao.org

Crédits Photographiques (de la couverture avant à la couverture arrière):
©FAO/Giulio Napolitano; ©FAO/Giulio Napolitano; ©FAO/Giulio Napolitano;
©FAO/Giulio Napolitano; ©FAO/Maarten Roest; ©FAO/Ado Youssouf;
©FAO/Giulio Napolitano; ©Photo Parlement Européen.

Ce document a été réalisé avec l'aide financière de l'Union européenne. Les opinions exprimées dans le présent document ne reflètent pas nécessairement les vues de l'Union européenne.

Tous droits réservés. Les informations ci-après peuvent être reproduites ou diffusées à des fins éducatives et non commerciales sans autorisation préalable du détenteur des droits d'auteur à condition que la source des informations soit clairement indiquée. Ces informations ne peuvent toutefois pas être reproduites pour la revente ou d'autres fins commerciales sans l'autorisation écrite du détenteur des droits d'auteur. Les demandes d'autorisation devront être adressées au Chef, Sous-division des politiques et de l'appui en matière de publications électroniques, Division de la communication, FAO, Viale delle Terme di Caracalla, 00153 Rome (Italie) ou par courrier électronique à: copyright@fao.org.



www.fao.org



www.europa.eu